



Russes et Bélarusses réintégrés aux Jeux paralympiques : pour des militants pro-Ukraine à Paris, «l'olympisme se couche devant Poutine»

Quelques heures avant la cérémonie d'ouverture de l'événement qui a lieu à Vérone ce vendredi soir, des militants ont protesté contre la réhabilitation dont bénéficient les deux nations.

Ils sont une dizaine, mais motivés, à contester depuis quatre ans pour dénoncer l'invasion russe en Ukraine. Sur le coup de 14h30, ce vendredi 6 mars à Paris, ils se sont éparpillés à proximité du Centre spirituel et culturel orthodoxe russe (CSCOR), inratable avec la cathédrale de la Sainte Trinité aux cinq dômes dorés. Les drapeaux jaunes et bleus sont pour l'heure rangés dans les vestes, et ils ne se regroupent qu'au dernier moment, histoire d'avoir le temps de déplier leurs banderole et pancartes devant le CSCOR, qui appartient à l'Etat russe, avant intervention de la police.

Ils fusent, catégoriques : «Nous sommes révoltés» ; «C'est obscène et ça me met en colère» ; «Ça me fend le coeur». «Ça» ? La cérémonie d'ouverture des Jeux d'hiver paralympiques d'hiver Milan-Cortina 2026. Elle doit avoir lieu à 20 heures, ce même vendredi. Et elle va signer une victoire, spectaculaire, pour la Russie et le Bélarus. Car leurs drapeaux auront droit de cité dans les arènes de Vérone (Vénétie, nord de l'Italie). Et leurs hymnes résonneront, en cas de victoire de leurs athlètes, lors des dix journées d'épreuves.

Réhabilitation injustifiable

La Russie était privée de cette visibilité depuis 2016 en raison d'un système de dopage institutionnalisé, une sanction qui a été confortée par l'invasion de l'Ukraine, en 2022. Son soutien à Moscou contre Kyiv, a valu le même carton rouge au Bélarus. Leurs athlètes ne pouvaient entrer en lice que sous «bannière neutre» et en n'étant pas solidaires de l'invasion russe. Mais, en septembre, le Comité international paralympique (CIP), qui est indépendant du CIO, a décidé de lever la suspension de la Russie et du Bélarus. Et le mardi 17 février, le CIP a annoncé qu'il allouait pour cette salve italienne, des invitations à six Russes (en ski de fond, ski alpin et snowboard) et quatre Bélarusses (en ski de fond).

Une réhabilitation injustifiable pour les militants pro-Ukraine. «Plus de 650 athlètes ukrainiens ont été tués par l'armée russe depuis février 2022, et bon nombre des athlètes paralympiques russes sont d'anciens militaires ou policiers russes qui ont tué des Ukrainiens», dénonce François Grünwald, membre du collectif organisateur de la manif, président du comité d'aide médicale Ukraine et chercheur au sein du Groupe URD, think-tank spécialisé dans l'analyse et le développement de l'action humanitaire. «Il y a quand même des limites à la compromission, cingle Sophie Bouchet-Petersen,

secrétaire générale d'Ukraine CombArt, association de soutien aux artistes ukrainiens. Les fédérations sportives et l'olympisme se couchent devant Poutine !» Le tract qui accompagne la manif rappelle que le président de la Fifa est favorable au retour de la Russie dans le circuit international du foot et que certaines fédérations, comme celle du judo, ont déjà réintégré des athlètes russes sous la bannière de leur pays.

«Un boycott aurait été un grand geste»

Tous pointent en outre un «deux poids-deux mesures», en citant le cas de Vladyslav Heraskevych : le sketoneur ukrainien a été exclu des JO le 12 février, pour avoir tenu à porter un casque décoré des 24 visages de compatriotes morts dans la guerre contre la Russie. L'Ukraine boycotte la cérémonie de ce vendredi soir, de même que la Norvège, la Finlande, l'Estonie, la Lettonie et la République tchèque, ainsi que Glenn Micallef, le commissaire européen chargé du sport. La ministre française des Sports, Marina Ferrari, a in extremis annoncé qu'aucun membre du gouvernement ne se rendra à Vérone.

Il aurait fallu carrément boycotter ces Jeux paralympiques, estiment certains pro-Ukraine. Quid de l'argument d'Andrew Parsons, président du CIP, selon lequel il s'agit de «protéger le sport» ? Tous citent les Jeux de Berlin en 1936 (en présence de Hitler) ou ceux de Mexico en 1968 – et les poings levés, gantés de noir, de Tommie Smith et John Carlos – pour rappeler que les JO ne sont pas une bulle étanche au reste du monde. Et les sportifs, des citoyens.